

**Accord collectif national**

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**

**(23 décembre 1981)**

(Etendu par arrêté du 3 mars 1982,  
*Journal officiel* du 17 mars 1982)

■ *Journal officiel* du 23 octobre 2008

**Arrêté du 16 octobre 2008 portant extension d'un avenant à l'accord national de travail concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles**

NOR : AGRS0824697A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et L. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1982 portant extension de l'accord national de travail du 23 décembre 1981 et les arrêtés successifs portant extension des avenants audit accord ;

Vu l'avenant n° 15 du 11 mars 2008 à l'accord susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 13 juin 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 15 du 11 mars 2008 à l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles sont rendues obligatoires :

- sur tout le territoire métropolitain ainsi que dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, pour tous les employeurs et tous les salariés relevant des branches d'activité représentées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole ;

- sur tout le territoire métropolitain ainsi que dans le département de la Guyane, pour tous les employeurs et tous les salariés relevant du secteur d'activité représenté par l'Union nationale des entrepreneurs du paysage ;
- sur tout le territoire métropolitain, pour tous les employeurs et tous les salariés relevant des branches d'activité représentées par les entrepreneurs des territoires, la Fédération nationale du bois et la Fédération des propriétaires privés de France et l'Union syndicale des rouisseurs-teilleurs de lin de France, à l'exception des établissements de l'Office national des forêts.

L'article 2 est étendu sous réserve des dispositions de l'article L. 3121-42 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur du service des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
 sociales et logistiques,*  
 F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/26, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.